

normalement, ne cherche pas à se mettre en vedette, mais il est animé d'un conviction tellement profonde qu'il est prêt à faire face à toutes les provocations pour essayer de promouvoir sa conviction de la réforme monétaire, et je crois qu'il mérite que nous rendions hommage à sa sincérité. Même si nous différons d'opinions avec lui, peut-être sur les conclusions, même si nous ne sommes pas prêts à aller aussi vite qu'il voudrait, il faut quand même que nous lui reconnaissions cette sincérité évidente.

Nos créditistes, eux, parlent de finance en fonction du peuple, en voulant conserver quand même l'entreprise privée.

Nos amis du Nouveau parti démocratique, eux, vont un peu plus loin; ils voudraient mettre la finance au service du peuple et, pour cela, ils préconisent l'étatisation de tous les organismes qui sont des sources de finance dans le pays. Parfois, je les écoute et je me dis qu'il y a là-dedans beaucoup de choses sensées, de choses qui sont commandées un peu par les circonstances et, surtout, par cette espèce d'inquiétude, qui se généralise dans les masses, de voir à quel point notre système financier affiche son impuissance et sa faillite devant les problèmes du jour.

Chez les conservateurs et les libéraux, le point de vue est différent; on cherche plutôt à établir des techniques plus à la page pour faire survivre le système financier actuel. Évidemment, cela peut peut-être s'expliquer par le fait qu'au sein de ces deux grands partis, il y a plus de millionnaires que dans les autres, plus de directeurs de compagnies que dans les autres, c'est peut-être aussi—on l'a dit méchamment et je ne sais pas jusqu'à quel point on pourrait le «contrôler»—parce que les caisses électorales de ces deux partis sont alimentées plus généreusement par les cercles financiers. Mais nous remarquons quand même une nuance bien profonde dans les préoccupations.

Quant à moi, monsieur le président, je voudrais dire tout simplement que je fais entendre ce soir la voix du pauvre diable, du peuple ordinaire, qui se demande, devant ce texte volumineux et compliqué, ce que cela va vouloir dire pour lui. Au fait, qu'est-ce que cela va vouloir dire pour le petit peuple qui n'a jamais eu un gros compte de banque, pour le petit peuple qui, bien souvent, est dans le rouge, tout comme l'épicier et le boucher qui l'approvisionnent, comme le marchand où il va acheter son habit, qui voit son crédit coupé et qui est alors obligé de restreindre ses «opérations».

C'est cela la préoccupation de la grande masse des Canadiens. Ce n'est pas de savoir si la technique va faire un peu plus de riches ou un peu moins, ce n'est pas de savoir si

les banques vont être un peu plus solvables ou un peu moins, si elles vont avoir un peu plus d'émulation ou un peu moins. Ceci me rappelle certaines paroles de Péguy, qui disait: Qu'est-ce que cela me fait que quelques-uns aient plus de vin dans leur cave ou plus de châteaux; ce qui me préoccupe, c'est de savoir comment les pauvres trouveront leur croûton de pain demain matin.

Alors, c'est un peu cela la préoccupation. Je dis qu'il y a une marge d'inquiétude dans ce bill, car les gens se disent: Pour dix ans à venir, on est en train de régler la vie économique du pays, on est en train de décider comment, dans les périodes de prospérité, nous, le pauvre monde, nous serons traités. Dans les périodes de prospérité, on dit: Bien, il n'en faut pas trop, parce qu'il va y avoir l'inflation, et dans les périodes de dépression, on dit: Bien, il n'y a pas d'argent. Alors, c'est encore la privation pour le pauvre monde.

C'est là que l'indépendant que je suis, monsieur le président, se pose des questions. Je me dis que la vérité n'est pas intangible, qu'elle ne m'apparaît pas comme rouge ou bleue. Elle ne m'apparaît peut-être pas complètement même comme grise—si je pouvais caractériser le Nouveau parti démocratique de ce nom-là—ni comme verte—si je pouvais appliquer cette couleur-là au Ralliement créditiste—mais je dis qu'il y a quand même, chez les créditistes et les membres du Nouveau parti démocratique, quelque chose qui me semble infiniment sensé qu'il va falloir, au moins avant longtemps, essayer de combiner avec la doctrine orthodoxe des deux vieux partis pour faire face aux défis de l'heure. Autrement, le jour n'est peut-être pas loin où les masses se révolteront devant cette situation qui est toujours à recommencer. Au fait, quand il y a de l'argent, c'est l'inflation; il y a trop de produits et il faut alors resserrer pour empêcher l'inflation; quand il n'y en a pas, c'est la privation, avec tout ce que cela suppose, parce qu'il n'y a pas d'argent.

Monsieur le président, je les félicite sincèrement de leur force de conviction, du sérieux des arguments qu'ils nous apportent, ceux qui ont exposé des points de vue que je dirai «peuple». J'ai entendu surtout les membres du Nouveau parti démocratique et du Ralliement créditiste, au cours de ce débat. Je le dis en indépendant qui sera prêt, peut-être, à leur tenir tête quelques-uns de ces matins, mais je crois que la vérité a droit de cité.

Cette inquiétude, monsieur le président, on la voit dans une foule de témoignages. Par exemple, il n'y a pas très longtemps, je lisais